

Fédération des Artisans

Conférence de presse

du 19 octobre 2021

Fédération des Artisans, octobre 2021

- Le contexte : état de la nation et présentation du budget
- Les contraintes
- La politique climatique
- Le logement
- La mobilité
- Les propositions de la Fédération des Artisans
- Covid Check en entreprises: soutien de la FDA malgré certains problèmes

La rentabilité des entreprises

- Observatoire de la compétitivité: rentabilité des entreprises du secteur non-financier
- LU est le cancre de la classe européenne
- Biais statistique certes, mais tendance lourde

C'est un indicateur de rentabilité qui correspond à la part de l'excédent brut d'exploitation rapporté au chiffre d'affaire. L'excédent brut d'exploitation correspond à l'excédent dégagé par les activités d'exploitation une fois la main d'œuvre rémunérée. Il peut être calculé à partir de la valeur ajoutée au coût des facteurs, diminué des dépenses de personnel. Le chiffre d'affaires est le total de toutes les ventes (hors TVA) de biens et services effectués par les entreprises d'un secteur donné au cours de la période de référence.

- Entreprises mises à lourde épreuve contexte COVID
- Chômage partiel
- Attitude administrations TVA, sécurité sociale
- Pénurie de main d'œuvre
- Interruptions de livraisons

État de la nation & Budget 2022

- Maintien d'un niveau élevé des investissements
- Maintien d'un niveau très élevé des dépenses publiques de consommation: traitements, mesures sociales
- Nouvelles mesures work-life balance:
 - Droit au temps partiel : renégocier paquet organisation du temps de travail
 - Congé parental « plus »: limiter à 10% des effectifs l'accès simultané au congé parental
- Restrictions supplémentaires des heures de travail aux entreprises
- Contexte pénurie de main d'oeuvre, absentéisme COVID
- Mesures décidées sans discussions avec les employeurs, sans dialogue social
- Il faut rediscuter l'organisation du temps de travail

Les non-dits

- Regret particulier: le premier ministre a simplement ignoré les propositions des chambres professionnelles patronales en matière de protection sociale des indépendants
- Pénurie de matériaux et disruption des chaînes de valeur à travers le monde: quelles solutions pour les secteurs concernés?
- Chômage partiel restera nécessaire pour certains secteurs: automobile
- Dangers inflation/ stagflation
- Procédures et simplification administrative (contexte logement)
- Financement des transformations de notre économie (et de notre manière de vivre) (climat, digitalisation...)
- Mesures concrètes au-delà d'un « Biergerforum »
- Roadmap pour l'économie 2030 (and beyond)

Climat: artisanat et objectifs climatiques

- Objectifs climatiques annoncés impactent le secteur entier
 - Industries manufacturières et construction -52%
 - Transports (politique de mobilité) -50%
 - Bâtiments résidentiels et tertiaires -64%
- Artisanat secteur au centre de la problématique
- En tant que fournisseur et prestataire pour clientèle professionnelle et privée
- En tant qu'entreprises émettrices de CO2 par les procès et les transports
- En tant que secteur économique engendrant chaque jour des déplacements de près de 100.000 personnes
- Principalement des PME occupant moins de 20 personnes

Climat: considérations générales

- FDA est d'accord sur la nécessité de lutter contre le changement climatique
- Efforts additionnels nécessaires: décarbonisation, transition énergétique, efficacité
- Mise en œuvre d'une stratégie cohérente en termes d'investissements, de fiscalité et d'innovation
- Assurer l'accès aux énergies renouvelables et en quantité suffisante
- Permettre aux PME l'accès au réseau à des conditions favorables analogues à celles d'autres secteurs
- Éviter que la politique énergétique ne serve de prétexte pour empêcher l'implantation de nouvelles entreprises (Nachhaltigkeitscheck)
- Assurer une prévisibilité accrue sur les coûts d'opportunité et les incitations financières

Climat: les défis

- Montrer au monde que la politique climatique n'est pas un cul-de-sac
- Dépasser les rondes de discussions interminables et en venir aux solutions
- Encourager un afflux massif d'investissements en technologies à faible émission de carbone dans tous les secteurs
- Simplifier et harmoniser les procédures d'autorisation afin d'accélérer la transformation vers des procédés et technologies à faible émission de carbone
- Investissements en infrastructures (bornes...): au gouvernement de faire suivre ses décisions par des mesures concrètes
- Analyser et déployer des technologies dans le domaine de l'hydrogène (H₂) et de la capture et de l'utilisation du carbone (CCU), là où c'est possible

Climat: les revendications de la FDA

- Système d'accord volontaire analogue à l'industrie
- Rétroactivité des mesures de soutien à l'investissement (bornes p.ex.)
- Aide d'état à l'investissement en mesures en faveur du climat à revoir (électrification, efficacité, mesures d'épargne, changements de systèmes, coûts opérationnels supplémentaires)
- Accès au ravitaillement en hydrogène pour certaines entreprises?
- Mesures fiscales d'accompagnement: bonification d'impôt, super-déductions pour dépenses de transition énergétique (crédit d'impôts?), régime R&D innovation, déductibilité taxe carbone...)
- Contexte formation professionnelle continue: augmentation des aides
- Contexte sites d'implantation: mise à disposition en nombre suffisant de terrains, révision des conditions

La construction: impactée par le climat et la politique du logement

- Climat: analyse des possibilités entamée
- Solutions technologiques et organisationnelles dans les procès
- Constructions en hauteur, approvisionnement en électricité des chantiers, biocarburants...
- Décharges de déchets inertes
- Collaboration avec LUXINNOVATION et tous les acteurs concernés
- Dégager les solutions et le prix par kW/h d'énergie économisée afin d'établir une liste des priorités facilement atteintes → ROADMAP
- Construction du neuf/ rénovation de l'existant

Bâtiments fonctionnels et logement

- Utilisateur final responsable de la consommation en énergie
- Consommateur impacté par prix de la construction et de la rénovation surtout
- Aller au-delà de l'état actuel des aides (PRIMEhouse etc.)
- Systèmes de primes atteint ses limites, notamment en ce qui concerne la rénovation énergétique en profondeur
- 75% des logements ne font pas partie des constructions « soutenables »
- Nouveaux modèles nécessaires car l'économie d'énergie réalisée ne financera plus les sommes investies (ni à long terme d'ailleurs)
- Incitations aux propriétaires: l'exemple de la France
- Situation des copropriétés devra être clarifiée
- Exemple de l'état et de son propre parc immobilier

Construction, climat et logement

- Volonté du secteur de contribuer, mais il faut inclure le secteur privé
- Procédures, procédures, procédures
- Au lieu d'une durée >10 ans fixons-nous l'objectif de 1 an!
- Baulandvertrag: possibilité de faire traîner 12 ans!
- Terrain constructible doit pouvoir être construit, aux administrations de se plier à l'urgence
- Densités
- Pas d'opposition aux mesures fiscales proposées
- Distinguer entre rénovation énergétique et acquisition/spéculation si réforme de l'amortissement accéléré

La mobilité

- Secteur automobile fortement impacté par les plans du gouvernement en termes d'avantages en nature sur les voitures de leasing
- Risque de délocalisation du marché automobile vers l'étranger en raison de la perte d'attractivité du modèle qui devient négatif au-delà de 1,8-1,85 selon nos propres calculs (dépend de chaque salarié, de son salaire, du véhicule choisi,..)
- Augmentation des ventes à l'étranger, diminution entretiens, financements, assurances
- Occasions bcp plus polluantes et qui seront gardées plus longtemps
- Perte fiscale sèche pour l'état
- Risque de sur-emploi dans le secteur par rapport à la situation actuelle

Mobilité

- **NON aux hybrides**
- Pourquoi cette attitude du gouvernement ?
- Allemagne va continuer à les considérer comme voitures à émissions réduites jusqu'en 2025.
- Contreproductif d'arrêter les aides pour les PHEV en décembre 2021 alors que le PNEC (pourtant à la base des considérations) les inclut dans le calcul pour atteindre les 49 % de véhicules électrifiés en 2030
- Grande offre devant permettre une décarbonisation plus rapide car plus grande acceptation populaire
- Certaine importance pour professionnels et leurs besoins en transports

Transports

- Aligner politiques de mobilité grande-région, région et commune
- Rattacher zones d'activités au réseau desservi
- Règlements communaux et utilisation du véhicule de service hors heures de travail
- Permettre la mise en place de solutions transitoires (parkings)
- Soutenir l'acquisition de véhicules électriques ou à émissions réduites (si offre adéquate)
- Soutien aux entreprises désireuses d'implémenter une politique de mobilité pour ses salariés

Social: nos revendications

- Protection sociale des indépendants
- Organisation du temps de travail
 - Droit au temps partiel : renégocier paquet organisation du temps de travail
 - Congé parental « plus »: limiter à 10% des effectifs l'accès simultané au congé parental
- Maintien de la possibilité de recourir au chômage partiel pour certains secteurs en cas de difficultés d'approvisionnement
- Augmenter les aides à la formation professionnelle continue, à fortiori pour les formations sectorielles

Climat: nos revendications

- Mise en œuvre d'une stratégie cohérente en termes d'investissements, de fiscalité et d'innovation
- Arrêter une roadmap pour la décarbonisation des PME artisanales
- Adapter le régime des aides d'état en conséquence, notamment en augmentant les taux d'intervention maxima
- Introduire les mesures fiscales adéquates: super-amortissements et crédits d'impôts
- Prix de l'énergie concurrentiel pour les PME également
- Rapidité des autorisations
- Assurer disponibilité de sites d'implantation

Mobilité et transports: nos revendications

- Éviter de porter le coup de grâce au secteur automobile en dépassant les limites de l'acceptable en matière de fiscalité des avantages en nature
- Revoir la position quant aux voitures hybrides
- Accélérer les mesures de soutien à l'investissement (rétroactives)
- Augmenter le nombre de bornes de chargement

Logement: nos revendications

- Introduire des mesures de soutien attractives d'incitation à la rénovation énergétique
- Adapter la réglementation des copropriétés
- Réduire les délais à 1 an au maximum
- Revoir système des éco-points en y incluant la protection des espèces
- Un terrain constructible devra pouvoir être construit
- Soutien prudent aux mesures anti-spéculation esquissées, en attente des détails